

Guerre dans l'Est : des ONG occidentales accusent Obama (Le Potentiel 13/12/2012)

Une quinzaine d'organisations non gouvernementales (ONG) occidentales sont montées au créneau en rapport à la situation d'insécurité qui prévaut dans l'Est de la RDC. Elles exigent de l'administration américaine des sanctions exemplaires contre le Rwanda pour son soutien au M23. Elles attendent aussi la nomination dans les meilleurs délais d'un envoyé spécial de la Maison Blanche dans les Grands Lacs africains. C'est ce qui ressort d'une lettre datée du 10 décembre et dans laquelle elles relèvent la passivité de l'administration Obama devant le drame congolais.

Le lancement des négociations directes menées à Kampala (Ouganda) entre le gouvernement de la RDC et les rebelles du M23 n'a pas empêché un collectif d'ONG occidentales d'interpeller le président des Etats-Unis, Barack Obama, sur l'indifférence manifeste de son administration dans le nouveau drame qui s'abat dans l'Est de la RDC. Du fait de la rébellion menée par le M23.

La lettre date du 10 décembre 2012 et porte la signature de 15 ONG américaines et européennes. Dans cette correspondance, les signataires se disent préoccupées par la passivité, et surtout, l'indifférence dont fait preuve l'administration Obama en rapport avec l'insécurité au Congo. Or, relèvent-elles, des faits sur le terrain, du reste confirmés dans le dernier rapport du groupe d'experts des Nations unies, chargent terriblement le Rwanda, considéré comme principal soutien du M23.

« Alors que la situation se détériore de façon spectaculaire dans l'Est de la RD Congo, la réponse américaine à la crise s'est fait manifestement attendre par rapport à d'autres pays occidentaux », écrivent-elles. Les Etats-Unis, pensent-elles, doivent « prendre des mesures immédiates pour faire face de manière significative à une des plus grandes crises humanitaires de notre génération ».

Le collectif d'ONG recommande instamment au président Obama de « nommer un envoyé présidentiel pour mener une riposte coordonnée américaine à la crise, à soutenir la nomination d'un envoyé de l'ONU pour les Grands Lacs, afin de soutenir l'imposition des sanctions contre les contrevenants de l'embargo sur les armes des Nations unies sur la RDC, et enfin, pour couper toute assistance militaire et suspendre toute autre aide non humanitaire au gouvernement du Rwanda pour son soutien à l'insurrection du M23 ».

Silence coupable des Etats-Unis

Bien avant qu'elles ne formulent leurs recommandations, ces ONG dénoncent le silence coupable des Etats-Unis devant des faits avérés qui chargent le Rwanda relativement à son soutien aux rebelles du M23. « Au cours des 15 dernières années, les efforts américains pour aborder l'implication rwandaise dans l'Est du Congo n'ont pas réussi à dissuader les incursions continues du Rwanda dans l'Est de la RD Congo », rappellent-elles. Elles balayaient en même temps les raisons maintes fois brandies par le Rwanda pour justifier l'incursion de ses troupes sur le territoire congolais. Ce qui, font-elles savoir au président américain, « ne suffit pas à justifier la violation répétée de la souveraineté RDC, des graves violations des droits humains de l'homme et d'innombrables violations de l'embargo sur les armes ».

Ces ONG estiment que le Rwanda aurait induit l'administration américaine en erreur, en niant toute implication dans la nouvelle crise de qui déstabilise la RDC : « Depuis que le M23 a été créé au printemps de 2012, les autorités américaines ont continué à croire en la bonne foi du Rwanda dans un dialogue constructif ». « Cette approche, souligne le collectif, a clairement échoué à changer la politique du Rwanda ». En témoigne, « la participation directe de l'armée rwandaise dans la récente chute de la ville de Goma, tel que confirmé par le Groupe d'experts des Nations unies ».

Tirs croisés sur Hillary Clinton

Parallèlement à l'action menée par ce collectif d'ONG, le département d'Etat américain a également été mardi dernier la cible de critiques d'élus du Congrès pour sa politique dans

l'Afrique des Grands Lacs. Le gouvernement américain ne s'est pas hâté à stopper la rébellion du M23 qui sème la panique et la désolation dans l'Est de la RDC.

« Les efforts internationaux pour construire un processus de paix crédible pour le Congo sont manifestement dans un piteux état, condamnant le pays à de nouveaux cycles d'un conflit dévastateur », s'est insurgé lors d'une audition à la Chambre des représentants le patron de l'ONG Enough Project, John Prendergast, également signataire de la lettre adressée à Obama.

Au-delà d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU appelant à la fin des violences, « la réponse de la diplomatie internationale s'avère être extraordinairement inefficace », a poursuivi l'expert.

Le secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Afrique, Johnnie Carson, a longuement défendu la diplomatie américaine dans les Grands Lacs, contestant qu'elle soit « faible ». Il a par contre admis qu'il existait des « preuves crédibles » d'un appui rwandais aux mutins en RDC et reconnu que Washington n'avait jamais pris de sanctions contre des responsables de Kigali montrés du doigt par l'ONU.

L'inefficacité d'une solution régionale

Tout en saluant les efforts entrepris au sein de la Conférence internationale sur les Grands Lacs (CIRGL) et l'implication des acteurs régionaux dans la recherche d'une solution à la crise, les ONG signataires de la lettre adressée à Barack Obama estiment cependant que « l'approche palliative de la CIRGL et le recours à des solutions militaires n'apportera pas la paix durable dans la région ». Elles fondent leurs appréhensions sur le danger de réintégrer, à l'issue des discussions de Kampala, des éléments du M23 dans les structures officielles, dont les Forces armées de la RDC.

Ce qui ne ferait, relèvent-elles, que faciliter la poursuite de la violence et l'instabilité de la région. A leur avis, « au mieux, le dialogue en cours entre le gouvernement de la RDC et de la M23 est susceptible d'entraîner la réintégration des criminels de guerre dans l'armée congolaise et la poursuite de la violence et de l'instabilité dans la région ».

Par conséquent, le collectif pense que la sortie pacifique de la crise dans l'Est de la RDC ne peut résulter d'une structure, à l'instar de la CIRGL, où siègent en même temps les bourreaux (Rwanda et Ouganda) et la victime (RDC). Elles sont d'avis que « les efforts pour parvenir à une paix durable doivent être menés non par ceux qui continuent à perpétuer le conflit, mais plutôt par un processus crédible internationalement reconnu ».

D'où, leur appel de voir l'administration Obama s'impliquer véritablement pour une action de dimension internationale pour un retour rapide de la paix dans l'Est de la RDC.

Si la sortie de la crise dans l'Est passe par la mise en œuvre d'une stratégie internationale et non régionale, ces ONG soulèvent également l'urgence de bâtir des institutions réellement « démocratiques » pour permettre à la RDC d'« apporter la sécurité dans ses régions orientales ». « Toute nouvelle stratégie visant à ramener la stabilité dans la région doit assurer des progrès tangibles dans les institutions démocratiques de la RDC, notamment dans les domaines cruciaux de la réforme électorale, la réforme de l'armée, et le trafic des ressources naturelles », avancent-elles dans la lettre adressée au président Obama.

Le président Obama a de quoi s'impliquer pour empêcher l'implosion de la RDC. Car « à l'absence d'une action sérieuse et durable, relèvent ces ONG, la RDC fait face à une nouvelle période de violence prolongée voire l'effondrement et la désintégration. Plus important encore, des milliers de vies et les moyens d'existence sont en jeu ». En ce moment de crise, concluent-elles, « les États-Unis ont une occasion de rendre hommage non seulement à ses valeurs pour le respect des droits de l'Homme et du Droit international, mais aussi pour répondre à ses intérêts dans la stabilité à long terme de la région des Grands Lacs ».

Leur voix sera-t-elle entendue ? C'est tout le souhait du peuple congolais qui vit depuis plus d'une décennie le martyr dans la partie Est de son territoire. En une décennie, plus de six millions de Congolais sont déjà tombés sur le champ de bataille dans l'Est de la RDC ; un génocide que le monde continue malheureusement à ignorer.

Longtemps alliés au Rwanda du président Paul Kagame, les Etats-Unis ont commencé timidement à rompre leur idylle avec Kigali, réduisant leur modeste aide militaire et l'accusant de plus en plus ouvertement d'appuyer le M23.

Ces dernières semaines toutefois, le département d'Etat se limitait à appeler à « la fin des soutiens extérieurs au M23 » plutôt que de désigner nommément le Rwanda et l'Ouganda. D'où, l'administration Obama est-elle pointée du doigt et responsabilisée pour une solution durable.

Encadré

Les ONG signataires

1. Africa Europe Faith and Justice Network
2. Africa Faith and Justice Network
3. Atma Foundation
4. The Enough Project
5. Falling Whistles
6. Freedom House
7. Global Centre for the Responsibility to Protect
8. Global Witness
9. Humanity United
10. Invisible Children
11. Jewish World Watch
12. Open Society Foundations
13. Refugees International
14. Resolve
15. United to End Genocide

LE POTENTIEL

© Copyright Le Potentiel